

Quand l'indécence bureaucratique et énarchique s'étale sans vergogne

Posté le : 17 octobre 2021 14:11 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Humeur, Attitudes, Réforme

La crise sanitaire a eu au moins comme avantage de faire prendre conscience aux Français que la bureaucratie l'avait emporté sur la médecine dans presque tous les domaines de la santé. Nous ne savons plus faire un vaccin, mais nous avons des structures bureaucratiques aussi étoffées qu'étouffantes. Elles représentent plus d'un tiers des effectifs médicaux en France, là où la moyenne est à 25% et les meilleurs à 20. Nous avons 18 000 femmes fonctionnaires de catégorie A, la plus haute, au ministère de la santé et dans les ARS, là où on aimerait trouver 2 500 médecins et 5 000 infirmières de plus. À la tête de tout ce bazar se trouvent des hauts fonctionnaires arrogants organisés en clans qui décrètent, injurient, prennent en tenaille, compliquent, obscurcissent, gâchent, réduisent, paradent, le plus souvent en famille.

On aurait tort de croire que le domaine de la santé soit le seul touché par le phénomène de l'arrogance suprême de petits-maîtres en haut et de la bureaucratie en bas. Le bâtiment est une terre encore plus fertile. Tout y est géré par la « tutelle », avec des textes kilométriques imposant des règlements délirants, par leur taille, leurs contradictions, leurs changements perpétuels. Bien entendu la partie politique, le Ministre, pour faire simple, est désormais entre les mains d'un haut fonctionnaire, choisi si possible dans le panier des rejetons de hauts fonctionnaires. Choisir un politique qui a grimpé tous les échelons d'un parti ? Vous n'y pensez pas ! On a tout ce qu'il faut dans le clan.

Nous avons déjà évoqué le cas de Mme Wargon, fille de Lionel Stoleru, (qui a fait sa carrière en traversant tout l'horizon politique passant brillamment de la droite à la gauche sans le moindre état d'âme). Elle est aussi charmante que brillante. Il était normal qu'elle se retrouve ministre d'un gouvernement et gauche et droite, basé sur les réseaux de hauts fonctionnaires, alors qu'elle n'avait strictement aucune compétence particulière pour les affaires de construction ni aucune expérience politique.

Le problème dans ce genre de situation est la difficulté de ne pas se comporter en insupportable péronnelle. Écoutons-la ! Les propos sont rapportés par Batiactu un excellent journal spécialisé.

« Le modèle du *"pavillon avec jardin"* n'est *"plus soutenable en France"* : ce sont les propos sans équivoque de la ministre déléguée au Logement, Emmanuelle Wargon, lors de la réunion conclusive de la série de conférences qu'elle avait instaurée depuis la rentrée sous le nom *"Habiter la France de demain"*. Une série d'échanges qui aboutissent à plusieurs annonces et au lancement de plusieurs axes de réflexion, détaillés lors d'une intervention à la Cité de l'architecture et du patrimoine, à Paris, ce 14 octobre 2021. Les critiques effectuées à l'encontre du modèle du pavillon sont multiples : dépendance à la voiture, rôle dans l'artificialisation des sols, notamment. Le Gouvernement souhaite ainsi accompagner le secteur dans une reconfiguration générale, en privilégiant la densification, la construction de la ville sur la ville, et l'édification de logements collectifs de qualité. Une *"guerre culturelle"* s'ouvre pour ainsi aller vers *"une ville intense, qui ne transige pas avec la qualité et qui tient sa promesse en matière de services"*, selon l'expression de la ministre. »

Mme Wargon, du haut de sa divinité familiale sans doute, vient de condamner les Français à ne plus construire de maisons individuelles ni y vivre. Hugh ! J'ai dit ! Mais qui est-elle et que se croit-elle pour se sentir à ce point en droit de décréter ce que les Français doivent faire ou ne pas faire en matière de logement ?

Tout est à peu près faux dans ce qui est dit.

Il n'y a pas de modèle pavillonnaire en France. Cela fait désormais près d'un siècle que les urbanistes et les architectes condamnent les banlieues pavillonnaires et font face à une résistance phénoménale des Français qui aiment l'indépendance d'une maisonnette avec jardin.

C'est dans les années 1950-1965 que le refus du pavillon au profit de grands ensembles a été le plus fort, avec la création d'un univers de barres et de tours totalement rejetés aujourd'hui. On rit aujourd'hui d'un Le Corbusier qui voulait raser le Marais pour y faire pousser quelques grandes tours hygiéniques. Parler de modèle pavillonnaire est grotesque. À Paris intra-muros tous les espaces pavillonnaires, en général les hôpitaux que l'AP-HP a fermés, ont été démolis par Mme Hidalgo pour bourrer les lieux de logements sociaux hideux. Mme Hidalgo, dans le 14^e arrondissement de Paris qui connaissait beaucoup de maisons individuelles et de jardin, les rasant et bourre à la place des logements sociaux hideux.

La décentralisation a conduit à donner la responsabilité de l'urbanisme et de l'architecture aux maires. Une erreur catastrophique. Les maires veulent des électeurs. En province, les électeurs veulent des maisons individuelles. Les maires ont laissé proliférer les maisons individuelles, donc les centres commerciaux hideux en entrée de ville, avec l'obligation d'utiliser la voiture. Ce n'est pas un « modèle pavillonnaire » mais une erreur d'organisation politique. La circulation et l'urbanisme ne sont pas décentralisables à ce point sans que cela ne tourne pas à la catastrophe. Il fut un temps où lorsqu'une ville commençait à craquer aux coutures, on créait une « ville neuve ». Dire à un maire qu'on va créer une nouvelle ville dont il ne sera pas le maire alors qu'il peut faire gonfler la sienne ? Impossible ! C'est pourtant le seul moyen d'éviter le mitage pavillonnaire. Mais là, les prudents hauts fonctionnaires n'oseront pas évoquer une question aussi éminemment politique.

Autre question taboue : le vieillissement de la population, avec une vie à la retraite en France beaucoup trop longue. Si vous restez vingt ou trente ans à la retraite, voire quarante ans pour les fonctionnaires femmes du ministère de Mme Wargon, la volonté de trouver une maisonnette sympa dans un endroit agréable devient irrésistible, surtout si des imbéciles ruinent la vie dans les grandes villes par idéologie. Aujourd'hui médecins, juges, enseignants, postiers, intriguent pour être nommés en bord de mer. Cela permet d'acheter la maison de sa retraite plus tôt et de vivre mieux tout de suite !

Naturellement, la crise sanitaire a accusé l'envie de mettre fin au « métro boulot dodo » qui est un objectif de la génération 68 depuis longtemps. Rappelons que l'affiche électorale d'un Mitterrand était un petit village et que le Lubéron est le symbole du socialisme élitiste moderne.

L'évolution du travail, qui peut se faire de façon moderne en « distanciel » accélère encore le phénomène.

On le voit dans l'extension massive des constructions en bord de mer, alors que le mouvement avait commencé dès les années cinquante sur la côte d'azur. Il a été largement contré par la protection du littoral qui date rappelons-le des années cinquante. Alors le mitage se fait plus vers l'intérieur des terres.

Autre élément à prendre en compte : les retraités et les entreprises ne veulent plus rester non seulement dans les grandes villes mais en France. L'exode vers Venise ou la Suisse, le Portugal, le Maroc, la mer Noire, etc. est en marche depuis longtemps et concerne désormais des centaines de milliers de personnes. Les Français votent aussi avec leurs pieds et leur portefeuille.

Dernier aspect très actuel : les cités immigrées islamisées et transformées en temples de la drogue, protégés par des checkpoint-Mohamed qui font fuir à grandes enjambées tout le populaire national vers des cieux plus cléments.

La France se doit effectivement de créer une ville comme Paris tous les quatre à cinq ans et cette densification, évidente à Paris, crée une pollution du CO2 colossale.

Parler répartition des activités au sein du territoire national et mode de logement pour mener un politique écologique implique d'avoir une réflexion sur le travail et son évolution, sur l'immigration, sur la dénatalité, sur l'organisation du territoire, sur la retraite... Entendre une péronnelle prétendre mener une guerre culturelle contre les Français et annoncer du haut de sa suffisance et de son impudence compassionnelle *"une ville intense, qui ne transige pas avec la qualité et qui tient sa promesse en matière de services"* est littéralement ahurissant.

Les Parisiens connaissent la réalité : une ville intensément enlaidie, intensément accidentogène, intensément bloquée, intensément invivable, où il est intensément devenu impossible de diriger des entreprises, d'où la population a intensément l'envie de fuir. La promesse de services ? Trois-quarts des hôpitaux ont fermé. La plupart des boutiques sont fermées ou en menace de l'être. Il reste les livreurs à vélomoteur et les livraisons Amazon. Partout des clochards, des drogués et des attaques contre les biens et les personnes. Elle est belle la « promesse de service ». Et n'essayez pas d'avoir rapidement un passeport ou une pièce administrative. Tout l'administration parisienne, de la préfecture aux services municipaux, s'est cachée derrière des procédures internet. Impossible de téléphoner ou de visiter facilement. Tout est lent et pâteux.

Et voici qu'on nous annonce une nouvelle coercition. Il ne faudra plus seulement changer de voiture, de chaudières, de murs et de fenêtres. Les propriétaires ne seront plus seulement soumis à la dictature du DPE (le diagnostic de déperdition d'énergie). Les Français devront renoncer à leur villa Sam'Suffit comme on disait dans les années cinquante. Et ne parlons pas des nains de jardins et des belles décorations de Noël !

Toutes les jolies villes de bords de mer sont d'ores et déjà en train de changer radicalement de visage. On y fait pousser des tours. « Et en bois, Mme Michu ! ». On les peuple d'immigrés récents (pas de raison que les « racisés » soient loin de la mer affirme le DAL depuis que la rue du Dragon est saturée).

Avec Mme Wargon, on voit comment fonctionne la gouvernance française. De petits maîtres ou maîtresses appartenant au sérail se voient confier rapidement d'énormes responsabilités sans jamais avoir travaillé et sans rien connaître du terrain (on leur trouvera une circonscription plus tard). Ils fuient les vrais problèmes difficiles (c'est le propre du haut fonctionnaire de fuir le risque) et lancent des oukases qui peuvent gâcher la vie des « vraies gens », dont ils et elles ne connaissent rien, en toute arrogance, impudence et hubris. Cette native de Neuilly, devenue haut fonctionnaire en 97, est à peine trois ans après au cabinet de Bernard Kouchner puis directrice de cabinet d'Etienne Hirsh, deux incapables notoires. La couleur politique ? On s'en fout ? Le parti au pouvoir ? On s'en fout. Jospin, Sarkozy ou Macron quelle importance ? C'est comme cela qu'on peut affirmer avec toute l'impudence et le mépris possible que « La maison individuelle est un non-sens ». Alors que c'est cette carrière politique qui doit tout à la naissance et rien à la volonté des Français qui est un non-sens. Cette intéressante dame a voulu travailler à la Cour des comptes. Qu'elle y retourne. Elle ne fera peut-être pas de bien mais au moins elle évitera que les Français ouvrent la boîte à gifles.

La vérité est qu'elle n'a pas postulé un poste mais à un statut privilégié et à un réseau. La bonne santé démocratique serait qu'ayant voulu être fonctionnaire elle occupe un poste de haut fonctionnaire et évite de jouer les Marie-Chantal de caricature, assurée d'une carrière à vie payée par de l'argent public, annonçant au bon peuple le comportement politiquement correct qu'on attend

d'eux, du haut de ses privilèges claniques, tout en se disant, en se maquillant, qu'elle pourrait bien viser dans dix ans le poste de première présidente de la République Française. Ce serait légitime si elle démissionnait de son statut et aller se faire élire en prenant les risques de tout un chacun et en exposant ses idées devant les électeurs.

Quelles idées ? Elle vient de répondre aux questions d'Ersin Leibowitch : "Je ne suis pas du tout opposée à la maison individuelle". On l'aurait caricaturée. Elle partagerait *« le rêve des Français » en habitant elle-même une « maison de ville groupée, mitoyenne »*. *Vite, vite, sauvons notre belle image de femme modeste habitant un « pavillon mitoyen » ! Quel courage, quelle habileté ! C'est à mourir de rire. Ou de rage comme on voudra. Car dans le même temps elle installe des « passe CO2 » particulièrement contraignants. Elle devrait d'ailleurs publier le DPE de son logement Sam'suffit mitoyen et le budget co2 de ses oscillations quotidiennes entre son logement et son bureau pour justifier son passe-droit gouvernemental.*

Notons que les villas de banlieue en mode partagé, quatre appartements sur jardinet accolés les uns aux autres est la solution adoptée en masse par les Anglais qui ont créé ainsi des banlieues toutes identiques en brique rouge et interminables sans absolument aucun charme tout autour de Londres que les urbanistes français allaient admirer en groupe au début des années 50.

La première initiative à prendre en matière de logement écolo, comme dans tous les domaines gouvernementaux, c'est d'empêcher les hauts fonctionnaires de capter en famille le domaine du politique en se moquant totalement des électeurs et de leurs aspirations.

NB : Nous n'avons évidemment rien contre les personnes citées ni même l'idée que l'univers pavillonnaire soit plus que légèrement problématique. Mais on ne peut pas faire de la politique comme cela.